

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 26 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/295		
22SERV23 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS DE TRAITEMENT ET DE PEINTURE DU MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/295

BUREAU DU 26 JUIN 2023

**O B J E T : 22SERV23 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
DE PRESTATIONS DE TRAITEMENT ET DE PEINTURE
DU MOBILIER URBAIN SUR LE TERRITOIRE DE LA
METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5, L2125-1 1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Procès-Verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 06/06/2023,

CONSIDERANT que le présent accord-cadre consiste à assurer des prestations de traitement et de peinture du mobilier urbain sur le territoire métropolitain en 2 lots, ces prestations étant nécessaires notamment pour des mesures de sécurité,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
1	Prestations de traitement et de peinture du mobilier urbain sur site
2	Prestations de traitement et de peinture du mobilier urbain en atelier

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 07/02/2022, avec une remise des offres fixée au 10/03/2022,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, du JOUE, et de la plateforme de dématérialisation DEMATIS,

CONSIDERANT que 21 dossiers ont été retirés dont 5 pour information seulement,

CONSIDERANT que pour le lot 1, une offre a été reçue dans les délais et 1 offre a été reçue hors délais et que pour le lot 2, 1 offre a été reçue hors délais,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de la société suivante :

- Lot 1 : SARL ALAIN ASSADA sise à Vaulx-en-Velin (69120),

CONSIDERANT que la société présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que la société ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas leur être attribué,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de la société SARL ALAIN ASSADA sise à Vaulx-en-Velin (69 120), pour le lot 1.

ARTICLE 3

DE DECLARER le lot 2 sans suite pour cause d'infructuosité.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'accord-cadre avec la société suivante :

Lot 1 : SARL ALAIN ASSADA (100 heures d'insertion minimum) pour un montant estimatif après vérification de 140 460 € HT (BPUF valant DENC), étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Seuil Minimum annuel en € HT	Seuil Maximum annuel en € HT
85 000	400 000

ARTICLE 5

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'1 an, à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits nécessaires à cet accord-cadre seront inscrits au Budget Principal 2023 (et suivants), sur les imputations des opérations et services concernés, section de fonctionnement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 26 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



